

le prolétaire

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électorale.

Juillet 2004
Supplément au
Prolétaire n°472

Prix: 0,50 euro
Imprimerie spéciale

Ni putes, ni soumises... mais au service de l'Etat bourgeois

Le mouvement «*Ni putes, ni soumises*» («NPNS») est né à la suite d'un atroce fait divers (une jeune fille, Sohane, brûlée vive par un garçon dans une banlieue populaire). Il a rencontré un succès indéniable et il a acquis un poids important parmi les organisations travaillant dans les milieux issus de l'immigration et même au-delà avec sa reconnaissance par les médias et par les autorités.

Il se présente comme une association luttant contre la situation difficile que connaissent les filles maghrébines, victimes d'un machisme particulièrement prononcé; celles qui ont l'audace ou la possibilité de battre en brèche les habitudes traditionnelles et d'avoir une sexualité libre sont dénoncées comme des «putes», alors que le comportement correct dans ces milieux serait d'être «soumises» aux hommes (pères, frères, etc.). Comme il s'est constitué sur des problèmes touchant des filles et femmes de condition prolétarienne, le mouvement «NPNS» a été considéré avec dédain par les organisations féministes existantes et il a de son côté tout de suite affirmé que ces dernières étaient «des petits rassemblements réservés aux femmes issues de classes aisées».

Le fait qu'il dénonce sans langue de bois une situation bien réelle explique l'écho qu'il a rencontré et rencontre encore; alors que le féminisme bourgeois, ayant obtenu pour l'essentiel ce qu'il voulait, a

abandonné les femmes prolétaires à leur sort (qui ne l'a jamais intéressé en réalité) et a en conséquence perdu pratiquement toute audience auprès d'elles.

Mais loin d'être un mouvement luttant pour la défense et l'amélioration des conditions des filles et femmes prolétaires issues de l'immigration, «Ni putes, ni soumises» constitue une impasse, une diversion par rapport au besoin de cette lutte. En réalité, au lieu de représenter un premier pas vers la lutte et vers l'organisation pour la lutte des femmes prolétaires et des prolétaires en général, ce mouvement est un obstacle dangereux pour cette perspective: un instrument au service de l'Etat bourgeois et de l'ordre capitaliste établi dont les prolétaires des deux sexes sont les victimes.

«NPNS» est une succursale de «SOS-racisme» - cette organisation de collaboration des classes mise en place dans les années 80 par la Gauche au gouvernement pour stériliser les poussées combatives qui

se faisaient jour dans la jeunesse prolétarienne issue de l'immigration. Permanente de SOS-racisme et ancienne militante de cette époque, la présidente de «Ni putes ni soumises» Fadela Amara, a publié un livre qui explique ses motivations et ses orientations (1). Elle y fait l'amer constat que depuis des années la situation dans les quartiers populaires n'a fait que se dégrader, sans qu'il y ait en réaction rien d'autre que la montée du «communautarisme» voire du «fascisme vert» (c'est-à-dire l'intégrisme, le vert étant la couleur de l'islam). Mais elle ne peut évidemment admettre que c'est là non pas le résultat malheureux d'une «politique de l'autruche» des autorités, mais la conséquence sociale inévitable des lois économiques du système capitaliste et de la politique de paralysie des prolétaires suivie tout-à-fait consciemment, y compris en soutenant le développement des islamistes (2)!, par ses propres mentors politiques, les réformistes de tout type.

Elle-même réformiste indécrottable, Fadela Amara, qui est membre du Parti Socialiste, ne peut que gémir sur l'échec de l'«intégration républicaine» et de l'école outil de promotion sociale: ses seules positions sont celles, strictement bourgeoises, de la «citoyenneté», de la «laïcité», des «valeurs de la République», de l'appel à l'Etat bourgeois pour qu'il remplisse le rôle supposé être le sien de défenseur des faibles et de garant de l'égalité!

Que le rôle véritable de cet Etat soit à l'inverse de défendre un ordre social basé sur l'exploitation des prolétaires, sur «l'injustice sociale» c'est-à-dire sur l'inégalité entre classes exploiteuses et classes exploitées, sur l'oppression du plus grand nombre, un ordre social qui produit chômage et misère, c'est bien sûr ce que tout réformiste ne pourra jamais reconnaître. Et par conséquent les orientations qu'il propose non seulement ne peuvent pas faire avancer la cause des opprimés parce

qu'elles laissent intacte le fondement de l'oppression, mais elles finissent même par renforcer cette oppression!

C'est ainsi que «NPNS» qui dénonce l'oppression et les violences faites aux filles et jeunes femmes des banlieues par les garçons, ne dit jamais un mot de la violence et de l'oppression, et pas seulement contre les jeunes, dont sont quotidiennement responsables dans ces banlieues l'Etat et ses forces de police. Ce n'est pas par hasard. Sans doute les responsables de ce mouvement ne sont publiquement jamais allées aussi loin que leur parrain, le président de «SOS-Racisme» Malek Boutih, avec ses déclarations que même un Sarkozy aurait hésité à tenir: «*Les barbares des cités, il n'y a plus à tergiverser, il faut leur rentrer dedans, taper fort, les vaincre, reprendre le contrôle des territoires qui leur ont été abandonnés par des élus en mal de tranquillité. (...) Il faut remettre au boulot*» la police, tout en estimant que le combat des sans-papiers est «dépassé» (3).

Mais elles affirment la nécessité de la répression tout en revendiquant une meilleure formation de la police et en saluant les engagements en ce sens de Sarkozy quand il était ministre de l'Intérieur, en particulier sa promesse à... installer des psychologues dans les commissariats! Sarkozy dont le nom reste attaché au renforcement généralisé de la répression en particulier contre les immigrés et contre les jeunes, et des expulsions de travailleurs immigrés sans papiers...

«NPNS» est un mouvement qui entend si peu déranger l'ordre établi qu'il a demandé et obtenu des appuis politiques et des soutiens, y compris financiers, de la part de représentants de grands partis politiques bourgeois, de grandes entreprises et d'institutions étatiques.

En 2003, pour leur marche, les organisatrices avaient «pris contact avec des entreprises privées pour [les] aider» et le

grand groupe hôtelier Accor avait pris ainsi en charge le gîte et le couvert des marcheurs (4); elles ne pouvaient pourtant ignorer que ce groupe, tristement célèbre pour l'exploitation de ses employés, était le théâtre d'une dure lutte d'une poignée de travailleuses immigrées en lutte contre les cadences infernales qui leur étaient imposées.

A l'arrivée de la marche à Paris, le 8 mars, où le cortège de «NPNS» rassembla plusieurs milliers de personnes, elles avaient obtenu le soutien non seulement des syndicats et des partis de gauche (LCR et LO comprises), mais aussi de François Bayrou (président de l'UDF) et de Jean-Louis Borloo (ministre UMP). Elles étaient reçues par le Premier ministre entouré de quelques uns de ses ministres, puis par Sarkozy.

Quelque temps plus tard, «très fières», elles inauguraient en grande pompe dans les salons de l'Assemblée nationale une exposition sur les «Mariannes d'aujourd'hui» aux effigies des marcheuses et de femmes d'origine immigrées. Cette triste mascarade, censée symboliser l'attachement à l'Etat français en dépit de sa longue et sanglante histoire d'exploitation, de répression, de pillage et des crimes en tous genres, avait vu le jour grâce au «soutien actif et chaleureux de Jean-Louis Debré» (5) le président de l'Assemblée et ancien ministre dont les lois racistes et la répression des sans-papiers sont encore dans toutes les mémoires.

La dirigeante de «NPNS» en concluait que «les revendications portées par [celui-ci] ont transcendé les classes sociales et dépassé les clivages politiques» (6). Arrêtons nous donc un peu sur ces revendications. Concrètement, elles étaient au nombre de cinq: le financement d'un «guide d'éducation au respect» distribué dans les écoles, la mise en place d'hébergements d'urgence pour les jeunes femmes en rupture avec leur famille, la mise en

place de cellules (sic!) d'accueil dans les commissariats pour les victimes de violences machistes, de points d'écoute femmes et enfin le financement d'une «université» de formation des cadres du mouvement. On comprend que des revendications aussi minables aient pu être acceptées sans discussion par les gouvernements! Quant à leur efficacité à améliorer le sort des filles et femmes des quartiers populaires, inutile même d'en parler; elles ont cependant le mérite de révéler la véritable escroquerie politique que constitue ce mouvement...

Quelques mois plus tard lors des journées de cette «université» tenue à l'automne 2003 en présence de ministres et de personnalités du PS (Fabius), un appel à Chirac était lancé pour faire de la situation des femmes un «grand chantier national». A en juger par la réalisation des promesses gouvernementales à propos des revendications ci-dessus, ce grand chantier n'était pas promis à un bel avenir: 50 logements d'urgence avaient été mis à la disposition du mouvement (sur cent promis), 23 commissariats avaient leur «cellule» d'accueil, 1 point d'écoute avait été créé: apparemment les seuls crédits vraiment débloqués étaient ceux qui avaient servi à financer la fameuse «université» et les cadres de «NPNS»...

LE FRONT «LUTTE OUVRIÈRE» - GOUVERNEMENT EN SOUTIEN À «NI PUTES NI SOUMISES»

Parmi les sponsors les plus connus du mouvement, on trouve la grande «presse féminine» («Elle»), la radio «Skyrock» ou Elisabeth Badinter, présidente du directoire du grand groupe «de communication» «Publicis» (7), toutes entreprises qui ne se sont guère distinguées jusqu'ici pour le souci qu'elles portent aux conditions des femmes issues de l'immigration et des prolétaires en général. Le premier mai 2004 «NPNS» a participé aux «24 heures

de la citoyenneté» organisées à Paris par le collectif «Respect» lié à l'UMP; ce dernier qui dénonce la «politique laxiste» des gouvernements précédents s'appelle ainsi car il veut «promouvoir le respect dû à l'autorité légitime. En particulier celle des institutions, celle du président de la République et de tous les élus, les lois, la justice, la police, l'école, les règles de vie qui régissent notre société». Rien d'étonnant donc que l'Armée de l'air et la Marine nationale fassent partie, aux côtés de «NPNS» de cette belle fête, sponsorisée par le ministère de la ville, la RATP, la Fnac, Le Parisien, Télé-Poche, M6, Nintendo, etc...

Quant aux soutiens politiques proprement dits, ils vont de la droite gouvernementale comme on l'a vu à l'extrême-gauche électoraliste, le groupe «Lutte Ouvrière» étant probablement les plus engagés dans ce soutien.

Dès la fin 2003, «NPNS» a fait du soutien à la loi sur le voile et à la «laïcité républicaine» son cheval de bataille. Sa marche 2004, qui s'appelait officiellement «tour de France républicain», a rencontré le soutien empressé de LO. Lors de la manifestation des femmes de mars 2004 où se terminait cette nouvelle marche, «NPNS» avait organisé un cortège autonome, sonorisé par un char publicitaire de «Skyrock», parce que les organisateurs n'avaient pas voulu centrer leur appel sur la laïcité et le soutien à cette loi. Son propre appel mettait en avant l'égalité entre hommes et femmes et à la laïcité au nom de «l'esprit républicain en danger» et appelait à ce que «Paris soit la capitale des Lumières, du féminisme, de la laïcité et du progrès des consciences». Amen! En tête de ce cortège républicain, se trouvaient avec les dirigeantes du mouvement, Nicole Guedj, membre du gouvernement (secrétariat d'Etat à la construction des prisons!) et... Arlette Laguiller.

Quelques jours auparavant, «NPNS»

avait fêté son premier anniversaire dans les locaux chics de l'agence de pub de Séguéla, en présence de diverses personnalités du tout-Paris. Invité, Sarkozy s'était fait excuser car il était retenu (comme d'autres) par le dîner annuel du CRIF (Institutions juives); mais pour assurer de son soutien au mouvement, il avait délégué son épouse (qui passe d'ailleurs pour être la tête pensante du couple). Dans le même but, était également venue à la soirée avec quelques uns de ses camarades... Arlette Laguiller (8)! Nous ignorons ce que se sont dit Arlette et Cécilia, mais ce que nous savons c'est qu'une organisation véritablement révolutionnaire n'aurait rien à faire dans de tels milieux bourgeois et en compagnie de responsables politiques de la bourgeoisie.

Mais une organisation vraiment révolutionnaire dénoncerait l'incessante propagande républicaine de «NPNS», pure et simple apologie de la société bourgeoise; elle ne mobiliserait pas comme LO ses militants pour faire exclure des écolières portant le voile, elle ne défendrait pas la laïcité, elle n'applaudirait pas au vote de la loi d'exclusion avec le justificatif que «l'école doit rester (sic!) un lieu où on combat l'obscurantisme et où on enseigne la liberté» (9)!

Il serait difficile d'imaginer une idéalisation plus fantastique de la fonction de l'école dans la société capitaliste et une position plus éloignée de celle du communisme authentique. Dès le «Manifeste», les communistes ont soutenu que l'éducation est «déterminée par les rapports sociaux dans le cadre desquels [sont élevés] les enfants, par l'immixtion plus ou moins directe de la société, par le canal de l'école» et affirmé que leur objectif est d'«arracher l'éducation à l'influence de la classe dominante» en renversant le capitalisme.

Au contraire pour L.O. comme pour tous les réformistes opposés par principe à la révolution, l'école telle qu'elle est

aujourd'hui, l'école bourgeoise, est une institution à défendre par les prolétaires car elle est un moyen de lutte contre «l'obscurantisme».

Cette formule de lutte contre l'obscurantisme est évidemment employée à dessein: la lutte contre l'obscurantisme n'est pas une lutte de classe, une lutte des exploités et des opprimés de toutes nationalités et de toutes races contre le capitalisme, mais une lutte interclassiste, commune à toutes les personnes de progrès, à tous ceux qui veulent défendre notre civilisation, notre culture, notre République, contre les forces obscures (les *barbares* dirait l'autre) venues des banlieues et des contrées lointaines à demi-sauvages. Grattez le laïque et vous trouverez le social-chauvin!

Collant étroitement à «NPNS», LO dans sa propagande à ce sujet ne dénonce pas la responsabilité du capitalisme et de la société bourgeoise dans les conditions des filles et femmes immigrées; elle n'appelle pas à une lutte des prolétaires: au contraire elle affirme dans ses articles relatifs à la question que c'est «toute la société» qui doit aider à la lutte contre le voile (n°1838) ou imposer de nouveaux rapports entre hommes et femme (n°1846). «Toute la société»: ce concept bien étrange pour des gens qui se disent marxistes, est en fait introduit par LO pour justifier non seulement l'interclassisme de sa démarche, mais son appui à l'Etat et son compagnonnage avec des ministres du gouvernement Chirac.

LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES, FRUIT DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

La violence dont souffrent les femmes serait essentiellement le fait des garçons et des hommes arabes et musulmans selon «NPNS», qui préconise donc une intégration véritable de la communauté issue de

l'immigration dans la société (bourgeoise) française. Or il s'agit là d'un grave escamotage, car ce ne sont pas uniquement les filles et femmes d'origine arabes qui sont victimes.

Les statistiques disponibles pour la France et les pays européens varient sur divers points, mais elles concordent toutes pour indiquer que les violences - physiques ou morales - dont sont victimes les femmes sont très répandues et qu'à près de 90% des cas elles se produisent dans le milieu familial.

C'est ainsi que selon une étude du ministère de la santé publiée en février 2001 et portant sur un échantillon de 7000 femmes de la région parisienne, 10% d'entre elles avaient subi des violences physiques ou morales dans l'année écoulée; ces violences peuvent être graves au point qu'«en France une femme meurt de violences conjugales tous les 5 jours». D'après une enquête du Secrétariat d'Etat aux droits des femmes réalisée en 1999, 5% des femmes avaient subi au cours de cette année-là une agression physique. Une enquête «Eurobaromètre» réalisée de mars à mai 1999 dans l'union européenne, faisait apparaître que 20 % des femmes avaient été victimes au moins une fois d'un acte de violence de la part de leur compagnon, etc. De son côté, le Conseil de l'Europe a publié en novembre 2002 un rapport selon lequel la violence conjugale serait la principale cause de décès et d'invalidité chez les femmes de 16 à 44 ans, devant le cancer, les accidents de la route et la guerre.

Contrairement aux idées complaisamment colportées par les médias bourgeois pour qui les auteurs de tels forfaits ne peuvent être que des prolétaires barbares et avinés, «la pauvreté et le manque d'éducation ne sont pas des facteurs significatifs, l'incidence de la violence augmentant même avec les revenus et le niveau d'instruction», constate une étude portant

sur différents pays européens; par exemple, près de la moitié des auteurs d'actes de violence domestique en Hollande sont titulaires d'un diplôme universitaire (10).

Un rapport français est plus précis encore à propos de ces auteurs: *«Il s'agit en majorité d'hommes bénéficiant par leur fonction professionnelle d'un certain pouvoir. On remarque une proportion très importante de cadres (67%) et de membres de la police et de l'armée»* (11). Il est facilement compréhensible que les individus dont la fonction quotidienne est d'exploiter, d'écraser ou de réprimer leurs subalternes reproduisent le même comportement à l'intérieur de leur famille, vis-à-vis de leur épouse et - ce que ne disent pas les études citées - leurs enfants.

De façon plus générale, il est inévitable que la violence qui est inscrite dans tous les rapports sociaux de la société capitaliste - «républicaine» ou non! - basée sur l'exploitation et l'oppression rejaillisse aussi sur les rapports personnels entre les individus, sur les rapports au sein de la famille entre hommes et femmes, entre parents et enfants; et ce sont évidemment les plus faibles qui en font les frais.

La lutte contre les violences dont souffrent les femmes (et les enfants) ne peut être qu'inefficace si elle n'arrive pas à voir quelles en sont les causes fondamentales. La laïcité, qui serait menacée aujourd'hui par quelques lycéennes voilées, n'a pas mis fin à ces violences ni aux inégalités qui continuent à toucher les femmes prolétaires; si la lutte contre les idéologies religieuses (musulmanes, juives, chrétiennes ou autres) qui sanctifient cette inégalité, qui prônent le retour de la femme au foyer, est nécessaire, cette lutte ne doit pas dissimuler le fait que le fondement de ces inégalités ne réside pas dans ces idéologies, mais dans la structure économique et sociale de la société bourgeoise - et la République qui l'incarne au niveau politique. Elle ne doit pas en outre servir à

diviser les victimes comme «NPNS» qui refuse de travailler avec des jeunes filles voilées ou qui, qu'elle le veuille ou non, tend à désigner comme coupables tous les jeunes prolétaires arabes.

Les femmes prolétaires souffrent particulièrement des méfaits de l'organisation capitaliste de la société. Sur le marché du travail où elles sont handicapées par leurs «obligations familiales» et la maternité, elles subissent une **surexploitation**: elles touchent un salaire inférieur à celui des hommes, elles sont plus souvent que ceux-ci réduites à des emplois à temps partiel ou cantonnées dans des emplois moins bien payés. En outre elles sont souvent condamnées aux «travaux forcés» domestiques, supportant par exemple l'essentiel de la prise en charge des enfants.

C'est donc la **lutte anticapitaliste**, la lutte contre la structure économique et sociale bourgeoise, qui est nécessaire pour l'amélioration de leurs conditions, alors qu'une **lutte féministe**, c'est-à-dire associant des femmes de diverses classes, bourgeoises et prolétaires, ne peut s'attaquer aux racines de l'oppression. Seule l'**organisation des femmes prolétaires sur des bases classistes** aux côtés des prolétaires masculins, même pour des objectifs immédiats et des revendications partielles, indépendamment et contre les institutions bourgeoises, indépendamment et contre les partis bourgeois de tout bord, pourra leur permettre de battre en brèche les violences et les injustices, et de faire reculer les préjugés et les attitudes machistes chez les hommes.

Seules cette organisation et cette lutte, en union avec les prolétaires masculins, permettront faire les premiers pas vers le renversement de la maudite République bourgeoise, instrument suprême de **défense de l'oppression**; et pour l'instauration sur ses ruines de la dictature révolutionnaire des opprimés des deux sexes, nécessaire pour le déracinement complet

du capitalisme et le passage à la société communiste qui fera disparaître à jamais l'infériorité sociale des femmes comme toutes les inégalités, toutes les oppressions, toutes les discriminations.

Le mouvement «Ni putes ni soumises», lui, s'est mis dès sa naissance au service de l'Etat des oppresseurs; à ce titre il ne représente en aucune manière un soutien, un appui pour les jeunes filles et femmes des banlieues prolétariennes, mais un **adversaire**.

(1) Fadela Amara, «Ni putes, ni soumises», Ed. La découverte, Paris 2003.

(2) «Dans les années 90-95, ces imams radicaux sont devenus une référence dans certaines cités. Les pouvoirs locaux, les élus des collectivités territoriales et notamment les maires de toutes tendances politiques les ont reconnus et installés comme interlocuteurs privilégiés. (...) L'imam s'est métamorphosé en nouveau régulateur social, etc.». cf «Ni putes, ni soumises», p.74.

(3) cf «Le Monde», 13/6/2002. Aujourd'hui, Malek Boutih n'est plus président de SOS Racisme, mais membre du secrétariat national du PS, comme d'ailleurs la vice-présidente de «NPNS». Cela ne l'avait pas empêché de déclarer, lors d'une réunion organisée par le MEDEF en mai 2003: «Je voudrais dire à M. Sarkozy qu'il fait partie des responsables qui redonnent espoir aux jeunes dans l'action politique». Sans commentaires...

(4) cf «Ni putes...», p.99, où Fadela Amara remercie le groupe pour son «aide précieuse». Pour la lutte des travailleuses d'Arcade, voir «Le Prolétaire» n°466. Vengeance patronale, l'ancienne porte-parole

des grévistes vient d'être licenciée fin juin.

(5) Ibidem, p. 130.

(6) Ibid., p. 131.

(7) Quatrième groupe mondial de communication (publicité, éditions) selon «Le Monde Diplomatique» (juin 2004), employant plus de 35000 personnes, Publicis, qui doit passer sous contrôle du holding du baron Seillière, patron du MEDEF, est au cœur du capitalisme français. Les campagnes de Publicis ont été souvent dénoncées pour leur caractère basement sexiste. Dans un forum à la dernière Fête de LO, la représentante de «NPNS» a déclaré que ces campagnes ne la gênaient pas et qu'Elisabeth Badinter lui avait dit être une «grande bourgeoise» qui «ne connaît rien à la vie des cités», mais qui était «prête à l'aider». Elle n'a pas précisé en quoi consistait cette «aide», mais on peut être sûr qu'il s'agissait de l'aider à défendre les «valeurs républicaines» davantage que les conditions des filles et femmes prolétaires: les représentants de la classe dominante bourgeoise, hommes ou femmes, sont des **ennemis de classe** des exploités et opprimés, hommes ou femmes, et non pas des alliés, parce que leur richesse et leur position sociale viennent de l'exploitation et de l'oppression sous toutes ses formes de ces derniers.

(8) cf «Le Nouvel Observateur» du 9/3/2004.

(9) cf «Lutte Ouvrière» n°1838, 24/10/2003.

(10) Rapport du Conseil de l'Europe, Strasbourg, novembre 2002.

(11) Prof. R. Henrion, Ministère de la Santé, février 2001. Il signale aussi que «les professionnels de la santé», sans autre précision, forment aussi une catégorie très nombreuse d'auteurs de violences conjugales.

Extrait des «Thèses pour la propagande parmi les femmes»

**Adoptées par le
IIIème Congrès de l'Internationale Communiste (Juillet 1921)**

IV. En imposant aux Partis Communistes d'Occident et d'Orient la tâche immédiate de renforcer le travail du Parti parmi le prolétariat féminin, le 3e Congrès de l'Internationale Communiste montre en même temps aux ouvriers du monde entier que leur affranchissement de l'injustice séculaire, de l'esclavage et de l'inégalité, n'est réalisable que par la victoire du communisme.

Ce que le communisme donnera à la femme, en aucun cas, le mouvement féminin bourgeois ne saurait le lui donner. Aussi longtemps qu'existera la domination du capital et de la propriété privée, l'affranchissement de la femme n'est pas possible.

Le droit électoral ne supprime pas la cause première de l'asservissement de la femme dans la famille et dans la société et ne lui donne pas la solution du problème des rapports entre les deux sexes. L'égalité non formelle, mais réelle de la femme n'est possible que sous un régime où la femme de la classe ouvrière sera la maîtresse de ses instruments de production et de répartition, prenant part à leur administration et portant l'obligation de travail dans les mêmes conditions que tous les autres membres de la Société travailleuse; en d'autres termes, cette égalité n'est réalisable qu'après le renversement du système capitaliste et son remplacement par les formes économiques communistes.

Seul, le communisme créera un état de choses dans lequel la fonction naturelle de la femme, la maternité, ne sera pas en conflit avec les obligations sociales et n'empêchera plus son travail productif au profit de la collectivité. Mais le communisme est en même temps le but final de tout le prolétariat. Par conséquent la lutte de l'ouvrière et de l'ouvrier pour ce but commun doit, dans l'intérêt de tous les deux, être menée en commun et inséparablement.

V. Le 3e Congrès de l'Internationale Communiste confirme les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire suivant lesquels il n'y a point de questions «spécialement féminines»; tout rapport de l'ouvrière avec le féminisme bourgeois, de même que tout appui apporté par elle à la tactique de demi-mesures et de franche trahison des social-coalitionnistes et des opportunistes ne fait qu'affaiblir les forces du prolétariat et, en retardant la révolution sociale, empêche en même temps la réalisation du communisme, c'est-à-dire l'affranchissement de la femme.

Nous n'atteindrons au communisme que par l'union dans la lutte de tous les exploités et non par l'union des forces féminines des deux classes opposées.

Les masses prolétariennes féminines doivent dans leur propre intérêt soutenir la tactique révolutionnaire du Parti Communiste et prendre la part la plus active et la

plus directe aux actions des masses et à la guerre civile sous toutes ses formes et sous tous ses aspects, tant dans le cadre national qu'à l'échelle internationale.

VI. La lutte de la femme contre sa double oppression: le capitalisme et la dépendance familiale et ménagère doit prendre, dans la phase prochaine de son développement, un caractère international se transformant en lutte du prolétariat des deux sexes pour la dictature et le régime soviétiste sous le drapeau de la IIIe Internationale.

VII. En dissuadant les ouvrières de tous les pays de toute espèce de collaboration et de coalition avec les féministes bourgeoises, le 3e Congrès de l'Internationale Communiste les prévient en même temps que tout appui fourni par elles à la IIe Internationale ou aux éléments opportunistes qui s'en rapprochent ne peut que faire le plus grand mal à leur mouvement.

Les femmes doivent toujours se rappeler que leur esclavage a toutes ses racines dans le régime bourgeois. Pour en finir avec cet esclavage, il faut passer à un ordre social nouveau.

En soutenant les Internationales 2 et 2 1/2 et les groupes analogues, on paralyse le développement de la révolution, on empêche par conséquent la transformation sociale en éloignant l'heure de l'affranchissement de la femme.

Plus les masses féminines s'éloignent avec décision et sans retour de la IIe Internationale et de l'Internationale 2 1/2, plus la victoire de la révolution sociale sera assurée. Le devoir des femmes communistes est de condamner tous ceux qui craignent la tactique révolutionnaire de l'Internationale Communiste et de s'appliquer fermement à les faire exclure des rangs serrés de l'Internationale Communiste.

«Question féminine et lutte de classe»

Brochure du parti (1 €)

Cette courte brochure rassemble les articles sur la question féminine parus dans «le prolétaire» de novembre 1975 à septembre 1976. Elle n'a pas la prétention d'aborder toutes les questions qui touchent à la lutte pour l'émancipation de la femme, mais elle rappelle au moins les positions classistes du marxisme contre le réformisme et le féminisme bourgeois et insiste notamment sur la nature différente, quant au fond, de l'oppression de la femme bourgeoise et de la femme prolétaire et sur la trajectoire différente - bien qu'elles puissent être momentanément parallèles - de leurs mouvements respectifs.

Au sommaire:

- Introduction
- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste
- La Journée Internationale des Travailleuses
- L'apport de la femme prolétaire est indispensable à la victoire du socialisme
- Question féminine et lutte de classe
- Le P.C.F. et la question féminine - Les chimères réactionnaires du réformisme
- L'«extrême gauche» prise au piège du féminisme
- Les communistes et l'avortement
- Les limites d'une libéralisation
- Extrait des «Thèses pour la propagande parmi les femmes» adoptées par le IIIème Congrès de l'Internationale Communiste (Juillet 1921)

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre

dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les

employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à op-

poser à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

Sommaires des derniers numéros de «le prolétaire»

Organe du parti communiste international - Journal bimestriel

N° 472 (JUIN-JUILLET-AOÛT 04):

- le gouvernement et les patrons attaquent, les syndicats multiplient les sabotages ... des luttes - Contre l'Europe du Capital. Contre l'impérialisme et le nationalisme. Vive la lutte prolétarienne internationale ! - L'Algérie après l'élection présidentielle - Ni putes, ni soumises ... mais au service de l'Etat bourgeois - Extraits des «Thèses pour la propagande parmi les femmes» (IIIème Congrès de l'IC - juillet 1921 - United States of Europe - La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, est partie intégrante du programme communiste original (fin) - Les multiples origines et divisions de la classe ouvrière en Israël et dans les T.O. renforcent l'exigence de l'unité et de la lutte de classe

N° 471 (MARS-AVRIL-MAI 04):

Contre les illusions électorales ! Pour la lutte prolétarienne anticapitaliste ! - A Madrid, massacres de prolétaires par le terrorisme réactionnaire - Revoilà le cirque électoral... Ce n'est pas par le bulletin de vote, mais par la lutte de classe qu'il faut s'opposer au capitalisme ! - Tuerie en Côte d'Ivoire sous l'oeil impassible de l'impérialisme français - La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, est partie intégrante du programme communiste original (3) - La lutte exemplaire des traminots en Italie

N° 470 (DÉC. 03 - JANV./FÉVR. 04):

Impérialisme ou communisme. - Limitation du droit de grève? La grève est une arme et non un droit ! - La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, est partie intégrante du programme communiste original (2). (Compte-rendu de la réunion générale de Parme 1958). - Assassinat collectif à Saint-Nazaire. - Aggravation des

tensions entre les Etats-Unis et l'Union Européenne. - Réponse à une polémique: Le CCI à contre-courant de la lutte prolétarienne. - A propos du R.M.A.: Rectificatif. - Notes de lecture: «Histoire générale de l'ultra-gauche». Ou comment s'en débarrasser.

N° 469 (OCT. - NOV. 2003):

Le capitalisme ne peut se réformer: On le combat ou on s'y soumet! - De Bolivie un appel au prolétariat latino-américain et mondial. - La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, est partie intégrante du programme communiste original (Compte-rendu de la réunion générale de Parme 1958). - Au Maroc, l'impérialisme français veut être chez lui. - L'«aide extérieure» de l'impérialisme américain, reflet de ses intérêts stratégiques. - Lutttes ouvrières aux Chantiers de St-Nazaire. - A propos du R.M.A. - Disparition d'un vieux camarade: Bruno Maffi.

Lisez, défendez, diffusez notre presse !

- le prolétaire -

Journal bimestriel

Un exemplaire 1 €, 3 FS, £ 1

- programme communiste -

Revue théorique

Un exemplaire 4 €, 10 FS, £ 3

- il comunista -

Journal bimestriel en italien

Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5

- el programa comunista -

Revue théorique en espagnol

Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Editions Programme,
3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

Pour la Suisse : Editions Programme,
Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

Pour l'Italie : Il Comunista, C.P. 10835,
20110 Milano